



Financial reform in the Democratic Republic of the Congo: Governance challenges and growth perspectives from 2000 through 2021

Réforme financière en République Démocratique du Congo : Défis de gouvernance et perspectives de croissance de 2000 à 2021

Olivier Mumbere Muhongya, Professeur Associé

Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe
Kinshasa – République Démocratique du Congo

Charles Mapenzi Dunia, Doctorant

Université Senghor
Kinshasa – République Démocratique du Congo

Abstract :

This article investigates the perceived relevance of governance as an explanatory variable for economic growth in the Democratic Republic of Congo. It examines a theoretical model that incorporates, as key independent variables, foreign direct investment (FDI) and the quality of governance, while also integrating a set of control variables commonly employed in the economic literature. These include human capital stock (approximated by school enrollment rates), gross fixed capital formation as a percentage of GDP, the degree of economic openness,

and the inflation rate. The theoretical framework is compared with empirical findings derived from interviews with key stakeholders, leading to a series of recommendations aimed at enhancing the country's economic growth trajectory. Both approaches of analysis confirm that governance is not relevant in the DRC growth model. In addition, the analysis of qualitative data suggests a long way to go in order to improve financial governance in DRC.

Key words: Economic growth, financial governance, reform implementation, and econometric model.

Résumé

Cet article explore la pertinence perçue de la gouvernance en tant que variable explicative de la croissance économique en République Démocratique du Congo. Il confronte un modèle théorique intégrant comme variables indépendantes principales les investissements directs étrangers (IDE) et la qualité de la gouvernance, tout en y adjoignant un ensemble de variables de contrôle fréquemment mobilisées dans la littérature économique. Ces dernières incluent le stock de capital humain (approximé par le taux de scolarisation), la formation brute de capital physique en pourcentage du PIB, le degré d'ouverture de l'économie, ainsi que le taux d'inflation. L'analyse juxtapose les prévisions théoriques du modèle aux données empiriques recueillies par le biais d'entretiens avec des acteurs clés, avant de formuler des recommandations susceptibles d'améliorer la dynamique de croissance économique dans le pays. Les deux approches d'analyse confirment l'absence de la pertinence de la variable gouvernance dans le modèle explicatif de la croissance économique de la RDC. De surcroît, l'analyse des données qualitatives laisse entrevoir un long chemin à parcourir pour améliorer la gouvernance financière du pays.

Mots clés : croissance économique, gouvernance financière, mise en œuvre de la réforme et modèle économétrique.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15382638>

1. Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC), riche en ressources naturelles et stratégiquement située au cœur de l'Afrique, fait face à des défis économiques majeurs, notamment en matière de gestion des finances publiques. La réforme financière, lancée au début des années 2000 sous l'impulsion d'organismes internationaux comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, visait à améliorer la transparence, l'efficacité et la responsabilité de l'administration fiscale et des finances publiques. Cette réforme s'inscrit dans un contexte où la RDC cherche à sortir d'une longue période de conflits armés, de corruption endémique, et de mauvaise gestion des ressources publiques.

Les recherches des sept dernières années mettent en évidence le fait que la croissance économique est une fonction complexe de plusieurs facteurs interdépendants, tels que les IDE, la gouvernance, le capital humain, le capital physique, le développement financier, l'ouverture commerciale et l'inflation. Les travaux de Borensztein et al. (1998), Acemoglu et Robinson (2012), Mankiw, Romer, et Weil (1992), Hanushek et Woessmann (2015) et Levine (2005) soulignent l'importance de ces facteurs dans la croissance économique, tout en insistant sur la nécessité d'une gestion coordonnée pour maximiser les effets positifs de ces variables. Pour des pays en développement comme la RDC, l'amélioration de la gouvernance, des investissements dans l'éducation et les infrastructures, ainsi que des politiques favorisant une ouverture commerciale intelligente et un développement financier inclusif sont essentiels pour favoriser une croissance économique durable.

Or, la gouvernance en RDC est financière et consiste prioritairement en la mise en œuvre des réformes jugées cruciales par diverses organisations internationales. Cependant, malgré les réformes mises en place, la question demeure : les changements amorcés permettent-ils une véritable amélioration de la gestion des finances publiques et, par conséquent, une impulsion significative à la croissance économique du pays ? Les experts interrogés sur la question semblent partager un constat préoccupant. En effet, bien que des mesures aient été adoptées pour renforcer la gouvernance financière et améliorer les pratiques fiscales, ces efforts ne se traduisent pas encore par des résultats concrets et visibles, tant au niveau de la gestion des finances publiques que de l'impact de celle-ci sur la croissance économique. Ce constat amène à interroger la pertinence de la variable "gouvernance" dans le processus de croissance économique de la RDC.

L'objectif de cet article consiste, dans un premier temps, à revisiter la pertinence perçue de la gouvernance dans le modèle consistant à expliquer la croissance économique de la République Démocratique du Congo par les variables ci-après : les Investissement Directs Etrangers (IDE) et la qualité de la gouvernance auxquelles nous avons ajouté quelques variables de contrôle censées influencer sur la croissance économique en tant que déterminants de la croissance couramment utilisés dans la littérature : le stock de capital humain (mesuré par le taux de scolarisation), la formation brute de capital physique rapportée au PIB, le degré d'ouverture de l'économie du pays et le taux d'inflation. Enfin, les résultats de cette dernière analyse sont confrontés avec les données suggérées par l'approche qualitative avant de proposer des pistes d'amélioration.

2. Modèle théorique

Et pour Tharanga Samarasinghe (2018) citant Kaufmann et al la gouvernance est *un ensemble de traditions et d'institutions qui peuvent être utilisées pour exercer le pouvoir d'autorité. Six dimensions élémentaires de la gouvernance sont identifiées notamment la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme, la voix et la redevabilité, l'efficacité gouvernementale, la qualité de la réglementation, la maîtrise de la corruption et l'application de la loi. Ces caractéristiques peuvent influencer certaines institutions importantes qui sont essentielles pour la croissance économique*¹.

La gouvernance pour la RDC a pour fer de lance la bonne gestion des ressources financières. Ainsi donc, la Gouvernance en RDC est avant tout financière. Celle-ci est reconnue par tous les acteurs comme un facteur déterminant pour la croissance économique d'un pays. Une gestion rigoureuse et transparente des finances publiques crée un environnement propice à la stabilité macroéconomique, en facilitant les investissements, la gestion des dépenses publiques et la planification économique à long terme. Pour la RDC, un pays avec une histoire marquée par des conflits et une gestion budgétaire inefficace, l'amélioration de la gouvernance financière est perçue comme un levier incontournable pour redresser l'économie et renforcer la confiance des investisseurs, tant nationaux qu'internationaux.

¹ Samarasinghe, Tharanga: *Impact of Governance on Economic Growth*; Online at <https://mprapa.ub.uni-muenchen.de/89834/> MPRA Paper No. 89834, posted 07 Nov 2018 02:25 UTC, p.

2.1. Estimation du modèle théorique

Les IDE représentent les entrées nettes d'investissements directs étrangers (en % du PIB) qui viennent s'ajouter à l'effort national d'investissement pour accroître la production. Un effet positif est attendu. Les investissements domestiques en % du PIB (FBCF_PIB) sont mesurés par la formation brute de capital fixe, déduction faite des IDE. Cette variable comprend les investissements productifs et les investissements en infrastructures. Un coefficient positif est attendu. Le développement financier est approximé par le crédit domestique au secteur privé en pourcentage du PIB (CDSP_PIB). Il a l'avantage par rapport aux autres indicateurs (taux d'intérêt ou agrégats monétaires) de représenter le volume des fonds canalisés vers le secteur privé. Un coefficient positif est attendu.

Le facteur travail est représenté par la participation de la population active à la force de travail mesurée par le Ratio emploi-population pour les personnes âgées de 15 ans et plus (en %). Un effet positif est attendu. Le stock de capital humain mesuré par le taux brut de scolarisation dans le secondaire (TSS). Dans la mesure où cette variable mesure l'accessibilité à l'enseignement et peut être considérée comme un indicateur du niveau d'éducation dans un pays, on peut s'attendre à ce qu'elle ait un effet positif sur la croissance économique à la suite d'une meilleure productivité. Le degré d'ouverture de l'économie (OUV) est défini par la moyenne des exportations et importations rapportée au PIB. Cette variable capte de manière générale la politique commerciale et pourrait influencer positivement la croissance économique. Son accroissement permet au pays de bénéficier d'un marché plus étendu pour ses exportations et des importations moins coûteuses, avec un impact positif sur le niveau du revenu moyen et sur le pouvoir d'achat ; il encourage ainsi une production plus étendue et de meilleure qualité pour faire face à la concurrence étrangère, avec un impact positif sur le taux de croissance économique. Le taux d'inflation (INFL), en tant qu'indicateur de stabilité macroéconomique, rend compte de la qualité des politiques économiques mises en œuvre. Un signe négatif est attendu puisqu'un taux d'inflation élevé est susceptible d'avoir un effet néfaste sur le niveau d'activités économiques. Le taux d'inflation (INFL), en tant qu'indicateur de stabilité macroéconomique, rend compte de la qualité des politiques économiques mises en œuvre. Un signe négatif est attendu puisqu'un taux d'inflation élevé est susceptible d'avoir un effet néfaste sur le niveau d'activités économiques. La qualité de gouvernance est mesurée par deux indicateurs agrégés de gouvernance (indice de gouvernance (I_GOV) et le degré de régulation étatique (REG_ETAT). Ils traduisent la qualité de la gouvernance qui devrait avoir un effet

direct positif sur la croissance à travers la garantie des libertés individuelles et des droits de propriété nécessaires au développement de l'initiative privée. En effet, lorsque la gouvernance s'améliore, les pouvoirs publics, cessant avec la corruption et privilégiant les bonnes pratiques dans la conduite de la politique économique, encouragent les investissements ; ce qui entraîne un accroissement de la production. L'indice de la gouvernance noté (I gov) est un indicateur composite exprimé en termes de score réalisé sur tous les aspects de la gouvernance, à savoir la liberté et l'obligation de rendre compte ; la stabilité politique et l'absence de la violence ; l'efficacité et l'efficience du gouvernement ; la qualité du cadre réglementaire ; l'Etat de droit et le contrôle de la corruption. Cet indicateur composite est une moyenne arithmétique pondérée sur les indicateurs de gouvernance mis en place par Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Massimo Mastruzzi.

Une variable indicatrice (D) est incorporée au modèle pour apprécier la différence de gouvernance entre les deux derniers régimes qui ont géré le pays. Ceci permet d'apprécier l'impact du changement dans le leadership du pays (et partant du style de gouvernance) sur la croissance économique. Un effet positif est attendu à partir du changement de régime en 2018. Les données utilisées ici proviennent essentiellement des rapports de la BCC (2000 à 2021) et de la base des données de la Banque Mondiale (CD-ROM de la Banque Mondiale, WDI, 2022).

Enfin, les données issues d'interviews individuelles des personnalités clés du système de l'administration publique Congolaise permettront de confirmer ou d'infirmer les résultats du modèle économétrique dont les variables sont détaillées dans les paragraphes ci-dessus.

2.2. Les acteurs clés de la gouvernance financière en RDC

La gouvernance financière en RDC repose sur un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux. À l'échelle nationale, le gouvernement congolais, à travers des institutions telles que le Ministère des Finances et le Trésor Public, joue un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques fiscales et budgétaires. Ces institutions sont responsables de la collecte des recettes, de la gestion des dépenses publiques et de la mise en œuvre de politiques économiques visant à garantir la stabilité financière du pays.

Le contrôle et l'audit des finances publiques sont assurés par des organes tels que la Cour des Comptes, qui veille à la régularité des finances publiques et à la bonne utilisation des fonds publics.

À l'échelle internationale, des partenaires comme le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne soutiennent la RDC dans la mise en place de réformes financières. Ces institutions fournissent une assistance technique, des prêts et des subventions destinés à financer la réforme et à renforcer les capacités institutionnelles du pays.

3. Limitation du modèle théorique

Cet article n'a pas pris en compte la variable capital social, qui est aujourd'hui largement reconnue comme étant l'élément susceptible de faciliter la mise en œuvre d'une réforme. Robert Putnam (2000) souligne comment le « capital social » (les réseaux, les normes et la confiance) améliore l'efficacité des institutions et des économies. Les sociétés fragmentées où la confiance est faible ont du mal à soutenir les réformes.

4. Méthodologie

Il s'agit ici d'une étude de cas qui s'appuie largement sur la revue de la littérature ainsi que des données quantitatives puisées des bases de données de la Banque Mondiale. Dans un premier temps les données disponibles ont permis d'estimer un modèle de régression multiple intégrant la variable dummy.

5. Revue de la littérature

Au cours des sept dernières années, plusieurs auteurs ont relevé la corrélation positive entre la gouvernance et la croissance économique. Toutes les analyses se font sur le long terme. Nous pouvons citer ici les travaux de Sánchez et Röhn en 2016 ; Emara et Chiu en 2016 ; Prasad et Acemoglu et Tarverdi en 2019.

Pour Sanchez et Rohn les pays ayant une bonne qualité des institutions font face à moins des chocs de croissance négative sévère². Emara et Chiu évaluent l'impact de la gouvernance sur la croissance économique entre 2009 et 2013 en utilisant un panel de 188 pays se focalisant sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Les deux auteurs résument les Indicateurs Globaux de Gouvernance dans un index composite de gouvernance en utilisant la méthode d'Analyse de Principales Composantes pour appliquer par la suite un modèle de régression simple pour l'analyse. Ils ont finalement trouvé qu'une augmentation de l'indice composite de gouvernance d'une unité augmente le Produit Intérieur Brut d'environ 2%³. Prasad (2008), cité par Mamoon,

² Enikő Misi Lopes et al: *The effect of governance quality on future economic growth: an analysis and comparison of emerging market and developed economies*; <https://link.springer.com/article>.

³ Luana Enikő Misi Lopes et al. : idem. pp. 5-6

rappelle qu'une gouvernance efficace permet une égale participation de tous les secteurs. Elle garantit également une justice sociale et une société ordonnée⁴.

Rachid Mira et al partagent les résultats de leur étude empirique qui vise à répondre aux questions relatives à la relation entre performance économique et qualité des institutions dans 45 pays en voie de développement. Ces auteurs font recours à quelques modèles notamment un panel avec des effets déterminés sur la croissance du PIB et PIB par tête d'habitant et finalement la déviation de la moyenne globale sur la période de 1996 à 2011.

Ils expliquent le rôle des institutions dans la performance économique de différentes régions étudiées (MENA, MENA pétrolière ; MENA non pétrolière, Amérique Latine, Asie Orientale et du Sud). Le modèle choisi pour l'étude combine les déterminants internes (qualité des institutions) et externes (prix des biens de consommation courante, indice de perception du risque de la finance mondiale et croissance des taux dans les pays développés) de la performance économique (taux de croissance du PIB et PIB par tête).

6. *La mise en œuvre de la réforme financière en RDC*

La mise en œuvre de la réforme financière en République Démocratique du Congo (RDC) représente un processus ambitieux visant à améliorer la gestion des finances publiques, à renforcer la transparence fiscale et à promouvoir une meilleure gouvernance économique. L'objectif initial de cette réforme était de restaurer la confiance des investisseurs, d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et d'assurer une plus grande responsabilité dans la gestion des fonds publics. Toutefois, bien que des mesures significatives aient été mises en place, la question de leur efficacité et de leurs impacts réels demeure au centre du débat.

7. *Les objectifs et les ambitions de la réforme financière*

Les objectifs de la réforme financière en RDC sont multiples et visent à répondre aux défis historiques liés à la mauvaise gestion des finances publiques. Parmi les objectifs majeurs de cette réforme, on peut citer :

1. **Renforcement de la transparence budgétaire :** Une gestion plus transparente des finances publiques est un élément clé pour restaurer la confiance dans l'administration publique. Cela inclut la publication de rapports financiers réguliers, l'accès à

⁴ Mamoon Dawood: *Effect of Welfare and Economic Performance on Good Governance Outcomes in Pakistan*, <https://mpra.ub.uni-muenchen>

l'information budgétaire pour les citoyens, et la mise en place de mécanismes de contrôle indépendants pour évaluer l'utilisation des fonds publics.

2. **Amélioration de la collecte des recettes fiscales :** L'une des priorités de la réforme a été de renforcer le système fiscal, notamment à travers la modernisation de l'administration fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale. Une meilleure collecte des recettes permet de financer les investissements publics essentiels pour le développement du pays.
3. **Gestion rigoureuse des dépenses publiques :** La réforme visait également à mieux contrôler les dépenses publiques, en réduisant les gaspillages et en assurant une allocation plus efficace des ressources dans des secteurs stratégiques comme la santé, l'éducation et les infrastructures.
4. **Renforcement des capacités institutionnelles :** Le processus de réforme visait à renforcer les capacités des institutions publiques, en particulier celles chargées de la gestion des finances publiques, du contrôle des budgets et de l'audit des dépenses.
5. **Lutte contre la corruption :** La réforme s'inscrivait dans une volonté de lutter contre la corruption endémique qui affecte la gestion des finances publiques en RDC. L'objectif était de mettre en place des mécanismes de gouvernance plus robustes, transparents et responsables.

8. Résultats de l'estimation du modèle

8.1. Le modèle à estimer

$$TXCROIS_t = \alpha_0 + \alpha_1 \cdot IDE_PIB_t + \alpha_2 \cdot FBCF_PIB_t + \alpha_3 \cdot TXEMPL_t + \alpha_4 \cdot TC_SERV_t + \alpha_5 \cdot CCE_MARCH_PIB_t + \alpha_6 \cdot OUV_t + \alpha_7 \cdot TC_FBCF_t + \alpha_8 \cdot IDE_PIB_t + u_t$$

Ce modèle initial pourra être revu à la suite d'éventuelles corrélations constatées entre les variables explicatives en vue de corriger les effets de la multi-colinéarité.

8.2. Statistiques descriptives et analyse des corrélations

Ici, il sera présenté et analysé le tableau des résultats des statistiques descriptives concernant les mesures de tendance centrale et de dispersion, ainsi que la matrice des corrélations simples entre les variables prises deux à deux.

8.3. Statistiques descriptives

Les résultats des caractéristiques de tendance centrale, de dispersion et de forme des variables de différents modèles sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 1 : résultats des statistiques descriptives ; voir Annexe I.

Il ressort du tableau des statistiques descriptives que :

- Le taux de croissance du PIB réel (TXCROIS) présente une moyenne de 5,47%, pour un minimum de -13,8%, un maximum de 13,2% et un écart-type de 5,61 ; ce qui

traduit un niveau appréciable de cet indicateur qui a une variabilité élevée sur la période d'observation ;

- Les IDE en pourcentage du PIB (IDE_PIB) présentent une moyenne de 4,13%, pour un minimum de -1,3%, un maximum de 12,72% et un écart-type de 3,42% ; ce qui traduit un faible niveau moyen des IDE dans l'économie congolaise et indique une variabilité élevée de la série sur la période d'observation ;
- La formation brute du capital fixe rapportée au PIB (FBCF_PIB) présente une moyenne de 17,71%, pour un minimum de 6,66%, un maximum de 28,72% et un écart-type de 6,66% ; ce qui traduit un niveau moyen assez faible du taux d'investissement dans le pays, et indique une forte variabilité de la série sur la période d'observation ;
- Le crédit domestique au secteur privé en pourcentage du PIB (CDSP_PIB) présente une moyenne de 4,19% pour un minimum de 0,49%, un maximum de 7,74% et un écart-type de 2,46% ; ce qui traduit un faible niveau de financement du secteur privé en RD Congo et indique une variabilité assez faible de la série sur la période d'observation ;
- Le taux d'emploi (TXEMPL) présente une moyenne de 65,87%, pour un minimum de 61,96%, un maximum de 70,44% et un écart-type de 3,34% ; ce qui traduit un niveau anormalement élevé du chômage en RD Congo et indique une faible variabilité de la série sur la période d'observation ;
- Le taux de scolarisation en primaire (TSCOL) présente une moyenne de 64,17%, pour un minimum de 32%, un maximum de 78% et un écart-type de 10,21% ; ce qui traduit un niveau peu satisfaisant de scolarisation en RD Congo et indique une faible variabilité de la série sur la période d'observation ;
- Le degré d'ouverture économique en pourcentage (OUV), mesuré par le rapport de la moyenne des exportations et importations sur le PIB, présente une moyenne de 31,85%, pour un minimum de 12,5%, un maximum de 49,46% et un écart-type de 10,03% ; ce qui traduit un niveau assez faible du commerce extérieur et indique une faible variabilité de la série sur la période d'observation ;
- Le taux d'inflation (TINFL) présente une moyenne de 90,23%, pour un minimum de 0,80%, un maximum de 1027% et un écart-type de 252,12% ; ce qui traduit un niveau élevé de l'inflation, signe d'une politique macroéconomique inefficace, et indique une forte variabilité de la série sur la période d'observation ;
- L'indice de gouvernance (I_GOUV) présente une moyenne de 3,305, pour un minimum de 2,71, un maximum de 8,67 et un écart-type de 1,26 sur une échelle de 1 à 10 ; ce qui traduit la faiblesse de cet indicateur et indique une faible variabilité de la série sur la période d'observation ;
- Le taux de régulation étatique (REG_ETAT) présente une moyenne de 4,65 pour un minimum de 2,98 un maximum de 5,92 et un écart-type de 1,24 ; ce qui indique une variabilité relativement faible de la série sur la période d'observation.

8.4. Analyse de la corrélation entre les variables

Les mesures du degré de liaison entre les variables de différents modèles sont présentées dans la matrice de corrélation ci-dessous.

Tableau n° 2. Matrice des corrélations, voir Annexe II.

Il ressort de la matrice que :

- Le taux de croissance économique présente une corrélation positive significative avec, le taux de scolarisation (58%) et l'ouverture économique (47%) et une corrélation négative significative avec le taux d'inflation (-84%);
- Les IDE sont positivement et significativement corrélés au degré d'ouverture économique (57%) ;
- La formation brute du capital fixe est positivement et significativement corrélée avec, le crédit domestique au secteur privé (71%), le degré d'ouverture économique (71%) et l'indice de régulation étatique (76%) ; elle est négativement et significativement corrélée au taux d'emploi (-80%) ;
- Le crédit domestique au secteur privé est positivement corrélé au degré d'ouverture économique (62%) et à l'indice de régulation étatique (82%) ; négativement corrélé, au taux d'emploi (-94%) et au taux d'inflation (-47%) ;
- Le taux d'emploi est positivement et significativement corrélé au taux d'inflation (44%) ; négativement et significativement corrélé au degré d'ouverture économique (62%) et à l'indice de régulation étatique (92%) ;
- Le taux de scolarisation est négativement corrélé au taux d'inflation (-73%) ;
- L'ouverture économique est positivement et significativement corrélée à l'indice de régulation étatique (42%) et négativement au taux d'inflation (-60%).

8.5. Interprétation des résultats

Il est question de régresser le taux de croissance économique sur les variables explicatives constituées de ses principaux déterminants et des indicateurs de la gouvernance.

A partir de ce modèle, il est estimé une version réduite, en fonction du degré de liaison entre les variables explicatives, pour corriger les conséquences de la multi-colinéarité. C'est le résultat de cette estimation qui est présenté et interprété sommairement avant d'en tirer les conséquences économiques dans la discussion.

Le modèle réduit ne comprend que trois variables explicatives : TXCROIS (-1), IDE_PIB, OUV, REG_ETAT et Dt (variable dummy pour distinguer les sous-périodes avant et après l'avènement de la nouvelle magistrature en 2018)

Le modèle est le suivant :

$$TXCROIS_t = \alpha_0 + \alpha_1.TXCROIS_{t-1} + \alpha_2.IDE_PIB_t + \alpha_3.DOUV_t + \alpha_4.DREG_ETAT_t + \alpha_4.D_t + u_t$$

Le résultat de l'estimation, après correction de la multi-colinéarité, est contenu dans le tableau suivant.

Tableau n°4 : Résultat de l'estimation, voir Annexe IV.

Il ressort du tableau des résultats de l'estimation que le modèle est globalement significatif au seuil de 5% (Prob(F-statistic) = 1,11%) ; seuls la constante et le coefficient du taux de croissance économique décalée d'une période, sont significatifs au seuil de 5% et le pouvoir explicatif du modèle est de 57%.

$$\text{TXCROIS} = 3.72148511415 + 0.466433995292 * \text{TXCROIS} (-1) + 0.00852892732245 * \text{IDE_PIB} + 0.161044622519 * \text{DOUV} + 0.388115852958 * \text{DREG_ETAT} - 0.774682338702 * \text{DT}$$

Mais avant de confirmer ce résultat, il convient de procéder aux tests usuels de validation du modèle estimé⁵ : les tests de normalité des résidus d'estimation, d'absence d'autocorrélation des résidus, d'homoscédasticité et de stabilité des paramètres estimés. Les résultats des trois premiers tests sont contenus dans le tableau ci-dessous et celui du dernier test, résumé dans le graphique qui suit.

Tableau n°5. Résultats des tests de validation du modèle estimé ; voir Annexe V.

Il ressort du résultat des tests contenu dans le tableau ci-dessus que les résidus d'estimation sont normalement distribués, non auto-corrélés et homoscédastiques.

Le résultat du test de stabilité des paramètres estimés est résumé par le graphique ci-dessous.

Graphique n°1. Résultat du test de stabilité des paramètres estimés ; voir Annexe VI.

Il ressort du test CUSUM que les résidus récursifs sont situés à l'intérieur de la bande qui délimite la zone de stabilité des paramètres estimés. Les paramètres estimés sont stables sur toute la période d'estimation.

Les différents tests effectués indiquent que le modèle estimé est valide sur le plan statistique et économétrique, nous pouvons valablement procéder à son interprétation économique.

8.6. Interprétation

Il ressort du résultat de l'estimation que seul le coefficient du taux de croissance économique décalé d'une période est positif et significatif : un accroissement de cette variable de l'ordre de 1% induit celui de la variable en niveau de 0,47%. Les variables de la gouvernance n'influent pas significativement sur le taux de croissance économique en RD Congo. Cette situation est

⁵ Eric Dor, *Econométrie, synthèse de cours et exercices corrigés*, éd. Pearson Education France, Paris, 2009, pp. 39-44

valable sur l'ensemble de la période d'observation incluant les sous périodes avant et après l'avènement du régime du président actuel.

8.7. Résultats des entretiens avec les personnalités clés de la mise en œuvre de la réforme des finances publiques RD Congolaises

Les problèmes économiques de la République Démocratique du Congo s'expliquent en partie par la faiblesse de son système de gestion des finances publiques. Pour y remédier, un ambitieux programme de réforme a été mis en place et tourne autour des huit axes stratégiques qui vont faire l'objet de la présente section.

Les huit axes stratégiques de la réforme des finances publiques sont : la réforme budgétaire, la politique fiscale et les administrations fiscales, la gestion de la dépense publique, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, le contrôle des finances publiques, la gestion des finances provinciales et locales, la gouvernance participative des finances provinciales, la numérisation du système de gestion des finances publiques.

Les axes ci-haut identifiés constituent les piliers de la gouvernance des ressources publiques en RD Congo. Dans une démarche évaluative, la section qui suit a évalué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la réforme de la gouvernance des ressources financières de la RD Congo. Cette démarche permet de confirmer ou d'infirmer les résultats obtenus à travers l'analyse des données quantitatives.

La pertinence de la réforme des finances publiques

Cette pertinence est appréciée au regard des problèmes auxquels la réforme des finances publiques est venue apporter des solutions.

Les personnes interviewées jugent cette réforme pertinente dans leur grande majorité et au regard des maux qui minaient déjà le secteur et que la réforme est venue résoudre. Parmi ces maux, elles citent notamment :

1. La gabegie financière ;
2. L'obsolescence du cadre juridique et opérationnel ;
3. Le manque de transparence ;
4. La corruption ;
5. Le détournement des deniers publics ;
6. Les dépassements budgétaires ;
7. La multiplicité des taxes ;
8. L'obsolescence du cadre et des structures préexistants ;
9. L'opacité de l'ordonnancement ;
10. La traçabilité des recettes et des dépenses ;

11. Le train de vie des institutions et la mauvaise allocation des dépenses publiques.

La personne désignée sous le code PERT.I.01 estime que cette réforme est pertinente en ce qu'elle vient contribuer à l'amélioration de la gestion budgétaire et de la tenue de la comptabilité publique. Elle devrait, poursuit-elle, permettre l'adoption des nouvelles pratiques en matière de gestion des finances publiques en vue de favoriser une mobilisation accrue des ressources et une gestion transparente du secteur. Et PERT.II.01 de renchérir : « *la réforme des finances publiques vient résoudre le problème des dépenses farfelues et non programmées. C'est pourquoi au stade actuel, en République Démocratique du Congo, le plus grand axe de la réforme des finances publiques c'est l'implémentation de la budgétisation par programme ou mieux l'avènement du budget-programme dans la gestion des dépenses publiques* ». PERT.III.01 illustre quant à lui le problème majeur que cette réforme est venue résoudre en ces termes : « *l'inadaptation du système en place, issue de la loi financière de 1983, à l'évolution de la gestion moderne des finances publiques. Il s'agit de se mettre au diapason des dernières réflexions et réformes aussi bien structurelles qu'institutionnelles qui permettront suivant les mêmes référentiels de comparer la réalité congolaise à celle d'autres pays* ».

A l'image de ces quelques extraits cités ci-dessus, les différents experts interrogés sur cet aspect sont revenus sur quelques problèmes du secteur des finances publiques pour expliquer la pertinence de cette réforme.

La cohérence dans la mise en œuvre de la réforme des finances publiques

Les experts interrogés sont nombreux à estimer que cette mise en œuvre ne se traduit pas encore par des résultats concrets quant à l'amélioration de la gestion des finances publiques. Ils avancent même des raisons à ce qu'ils présentent comme un échec de la réforme des finances publiques. Parmi les raisons les plus récurrentes, on cite notamment le problème de recyclage des agents devant implémenter cette réforme, l'inadéquation entre le cadre normatif de gestion des finances publiques et les innovations portées par la réforme, la non prise en compte des réalités congolaises dans la mise en œuvre ainsi que la politisation du processus.

C'est ainsi que l'expert présenté sous le code MOV.I.02 résume cette situation en ces termes : « *les préalables doivent être réunis pour une bonne mise en œuvre de la réforme, ce*

qui n'est pas encore le cas. L'exemple le plus frappant c'est notamment celui de la mise en place effective du budget-programme qui ne cesse d'être repoussée à une date ultérieure ».

Les quatre autres experts interrogés sont plus modérés et préfèrent saluer les quelques résultats observés jusque-là même s'ils les jugent encore assez timides. Tel est notamment le cas de MOV.II.01 qui estime que « *la mise en œuvre de la réforme des finances publiques est salvatrice pour l'émergence de notre pays mais elle n'est pas encore effective et elle est butée à certaines pratiques antonymes de certains gouvernants* ».

La cohérence, entendue au sens strict, est analysé en lien étroit avec la pertinence évoquée ci-dessus. L'analyse de la cohérence nous permet d'examiner si les moyens utilisés ou prévus pourraient permettre d'atteindre les objectifs fixés, les résultats escomptés. L'évaluation de la réforme des finances publiques du point de vue du critère de la cohérence met ainsi un accent particulier sur les activités prévues et les ressources à mobiliser dans l'atteinte des objectifs. Interrogés sur cet aspect, tous les cinq experts interrogés conviennent que les activités prévues dans le cadre de cette réforme, si elles sont bien exécutées, elles devraient efficacement contribuer à sa mise en œuvre. Ils sont cependant plus nuancés lorsqu'il s'agit d'évoquer les ressources aussi bien humaines que financières. Ainsi préconisent-ils que les ressources humaines disponibles soient recyclées et que le financement de la réforme ne dépende pas des partenaires extérieures.

Les facteurs favorables à l'implémentation de la réforme des finances publiques

Ces différents facteurs avancés par les experts et les représentants de la société civile qui s'intéressent aux questions des finances publiques peuvent être regroupés suivant les considérations politique, économique, social, technique et légal.

Quatre de cinq experts interrogés de même que les deux représentants de la société civile sont d'accord lorsqu'il s'agit d'évoquer la volonté politique comme facteur devant faciliter l'implémentation de la réforme des finances publiques en RDC. Il faut cependant préciser qu'ils souhaitent que les autorités politiques puissent accompagner le processus et qu'en même temps les structures de pilotage politique soient supprimées. En ce sens, FAV.I.01 déclare : « *les paramètres qui pourraient faciliter l'implémentation de la réforme des finances publiques sont, selon moi, l'implication unanime de tous les acteurs dans le processus ainsi que la résolution*

de tous les maux qui ont gangrené ce secteur depuis plusieurs années. A ces deux paramètres il faut ajouter une donnée essentielle qui est la volonté sans équivoque des autorités publiques ». En parallèle à ce souhait affiché de voir les autorités politiques s'impliquer davantage, les personnes interrogées souhaiteraient que la présence des partenaires techniques et financiers ainsi que celle des institutions de Bretton woods se manifeste de moins en moins dans ce processus.

Du point de vue économique, l'aspect souligné avec acuité c'est l'utilisation efficace des ressources disponibles. Du côté social, les personnes interrogées reviennent plus sur la prise en compte des intérêts de toutes les parties concernées par le processus, de même que son appropriation par les administrations.

Pour ce qui est de l'aspect technique, l'on évoque la mise en place des outils adéquats pouvant faciliter la migration vers le budget-programme. Il faut enfin noter le vœu exprimé par plus d'un de pouvoir respecter le cadre légal de la réforme mais aussi de mettre en application les mesures arrêtées par le Plan stratégique de la réforme des finances publiques.

L'efficacité du processus

Cette efficacité va s'analyser au regard des objectifs fixés au début du processus de la réforme des finances publiques en RDC à savoir : doter le pays d'un système de gestion des finances publiques performant, qui contribue à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.⁶ Ainsi allons-nous présenter l'état d'avancement de l'objectif principal de cette réforme de même que celui des objectifs stratégiques. Le tableau ci-dessous va nous permettre de nous faire une idée sur l'efficacité ou non du processus de la réforme à mi-parcours.

Tableau 7. Efficacité du processus de la réforme à mi-parcours, voir Annexe 8.

Au regard de ce tableau, il s'ensuit que sur huit objectifs annoncés, seuls deux (25%) sont partiellement atteints et six (75%) demeurent des vœux pieux pour l'instant. Dans ces conditions, il est difficile de dire que le processus soit efficace à mi-parcours.

⁶ Gouvernement de la RDC: « PSRFP, Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques, version actualisée de 2021 », 16.

Les experts interrogés ont essayé d'expliquer les causes profondes de cet état de choses à l'instar de EFF.I.02 : « *il y a beaucoup de lenteur et de pesanteurs dans la mise en œuvre de la réforme, reflétées notamment par deux moratoires pour l'extension de la mise en application intégrale de la loi relative aux finances publiques, sachant que l'échéance initiale était prévue en 2018 et qu'actuellement c'est repoussé à 2028* ». Et à EFF.II.02 de renchéirir : « *jusqu'à ce jour, il est vraiment loyal de saluer les efforts consentis par les acteurs impliqués dans le processus. Toutefois, par rapport au calendrier prévu dès le départ, le processus accuse un retard criant. A titre illustratif, la migration du budget des moyens vers le budget-programme connaît des reports récurrents à chaque période (surtout au cours des derniers moments décisifs dans le calendrier). Aussi la recrudescence de certaines antivaleurs telle que la corruption entrave le processus de la réforme* ».

Les acteurs de la société civile quant à eux estiment que les premières actions menées dans le cadre de cette réforme sont inefficaces à cause de la caporalisation de l'administration publique par le pouvoir politique.

L'impact de la réforme des finances publiques

Cet impact sera apprécié au regard des changements significatifs et durables observés depuis l'implémentation du processus de la réforme des finances publiques en RDC. Dans le tableau qui suit, nous allons présenter l'état d'avancement des mesures phares prévues par axe stratégique et souligner les changements majeurs observables jusque-là.

Tableau 7. Impact/ Changements perceptibles et mesurables par axe stratégique, voir Annexe IX.

De l'analyse de tableau, il se dégage que sur vingt-huit mesures phares analysés et devant contribuer à la matérialisation des huit axes stratégiques de la réforme, seules sept (25%) ont un impact visible à ce jour. Il va sans dire qu'il reste encore du chemin.

Interrogés sur cet aspect, les cinq experts citent avec insistance le changement du cadre institutionnel et réglementaire avec en point d'orgue la mise en place de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique. Tel est le cas de IMP.I.01 qui nous dit : « *le changement majeur qu'on peut noter jusque-là dans le cadre de ce processus de la réforme des finances publiques est la mise en place de la DGTCP sur le plan institutionnel, de même que l'adoption*

du cadre légal y afférent ». Et à IMP.II.01 d'ajouter : « *les changements majeurs observés dans la réforme des finances publiques sont les suivants : la modernisation du système de gestion financière, la décentralisation des finances publiques, la réduction des déficits budgétaires, l'amélioration de la transparence et de la responsabilité et enfin la lutte contre la corruption* ».

Les autres aspects sur lesquels ils reviennent le plus sont la digitalisation de certaines procédures, l'accroissement du contrôle institutionnel de même que l'accroissement du rôle des comptables publics.

Certains estiment cependant qu'il n'y a aucun impact perceptible jusque-là si l'on s'en tient à l'ambitieux plan de départ. Ils épinglent en particulier l'absence d'une véritable impulsion politique pour adopter les mesures les plus emblématiques prévues par le Plan stratégique de la réforme des finances publiques.

Les obstacles à surmonter

Plusieurs obstacles ont été épinglés par les différentes personnes rencontrées. Ces obstacles, nous disent les experts, peuvent être d'ordre opérationnel, technique ou politique. Ils sont pour la plupart éventuels.

Sur le plan opérationnel, la grande crainte des cinq personnes interrogées c'est la résistance au changement de la part des fonctionnaires. Ceci est illustré par les propos de OBS.I.01 qui dit : « *l'un des obstacles à surmonter pour la réussite de ce processus c'est la résistance de ceux qui sentent leurs intérêts non garantis par le changement prôné par la réforme et celle de ceux qui pensent ne pas pouvoir être à la hauteur des nouvelles exigences* ».

Du point de vue technique, les inquiétudes se portent sur la qualité des ressources humaines censées accompagner la mise en œuvre du processus de la réforme. Elles sont réputées pléthoriques et de faible qualité par des experts, eux-mêmes issus de ces administrations.

Le grand écueil, aux dires des personnes rencontrées, est cependant politique. Le plus grand obstacle épinglé ce sont les pesanteurs politiques. Les experts affirment que l'état de stagnation qu'on a pu observer dans l'implémentation de ce processus est en grande partie dû à l'absence de volonté politique. OBS.II.01 résume la situation : « *les obstacles qu'on peut citer sont le manque de volonté politique mais également le manque des moyens. La dépendance vis-à-vis*

des partenaires extérieurs pour la matérialisation des objectifs de cette réforme s'avère être un facteur important de retard ou de freinage ». Certains vont même jusqu'à dénoncer la non implication stratégique du Gouvernement ou encore la politisation de l'administration publique

Les points à améliorer

Les différentes personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont dégagé plusieurs points qui doivent être améliorés pour une bonne implémentation de la réforme des finances publiques en République Démocratique du Congo.

Les aspects sur lesquels ils reviennent le plus sont les suivants :

- L'approche de la mise en œuvre. PAM.I.01 précise : *« l'approche de la mise en œuvre doit être pragmatique en adaptant les actions aux réalités du terrain »*. Dans cette vision des choses, il est complété par PAM.II.01 qui nous dit : *« tout est au niveau de la mise en œuvre des textes existants. Seuls les décideurs politiques peuvent l'améliorer »*.
- L'appropriation du processus par les cadres et agents des administrations. Les experts ont dégagé le constat selon lequel il y a un déficit communicationnel important dans ce processus. Ce déficit a eu pour effet de donner l'impression à certains fonctionnaires des administrations qu'ils n'étaient pas concernés par le processus en cours.
- L'application intégrale des textes légaux et réglementaires qui régissent le secteur des finances publiques.
- La désignation des animateurs compétents et la réduction de l'emprise des acteurs politiques sur le processus. Ainsi PAM.III.01 indique que *« l'un des points majeurs sur lesquels veiller c'est la qualité des animateurs. De cela dépendra la réussite ou l'échec du processus. Il faudrait aussi améliorer les compétences du personnel de l'administration au regard des enjeux de la réforme des finances publiques »*.

9. Conclusion

La réforme financière en République Démocratique du Congo (RDC) est un enjeu crucial pour la stabilité économique et le développement durable du pays. Bien que des progrès aient été réalisés dans certaines sphères de la gestion des finances publiques, l'analyse approfondie des défis et des obstacles montre que plusieurs facteurs freinent son efficacité. Les problèmes de gouvernance politique, la corruption endémique, la faiblesse des capacités administratives, la fragilité du système fiscal et les conflits internes sont des obstacles majeurs qui nécessitent une attention particulière pour garantir la réussite de toute réforme financière.

Cependant, les recommandations proposées ouvrent des pistes concrètes pour surmonter ces défis. Il devient impératif pour la RDC de renforcer l'indépendance de ses institutions financières, de mettre en place des mécanismes de lutte contre la corruption plus rigoureux et de moderniser son administration publique. L'amélioration de la gestion des ressources humaines et la révision du système fiscal sont également des axes essentiels pour garantir une mobilisation des ressources plus efficace et diversifiée.

La mise en œuvre de ces réformes devra s'accompagner d'une vision stratégique à long terme, soutenue par un engagement politique solide et un suivi rigoureux des résultats. De plus, il est crucial d'encourager une participation active de la société civile, des acteurs économiques et des partenaires internationaux pour assurer la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds publics.

L'avenir financier de la RDC dépend de la capacité du gouvernement à surmonter ces obstacles et à mettre en place des réformes qui ne soient pas seulement techniques, mais également profondément ancrées dans une vision inclusive, durable et transparente du développement économique. Avec un engagement concerté de toutes les parties prenantes, la RDC a les moyens de transformer ses défis en opportunités et de créer une base solide pour un développement financier à la hauteur de ses aspirations économiques et sociales.

Ainsi, les réformes financières, si elles sont correctement mises en œuvre, peuvent devenir un levier puissant pour une croissance économique inclusive et un bien-être durable pour la population congolaise. Le chemin est semé d'embûches, mais avec une gestion plus rigoureuse, un soutien international, et une meilleure gouvernance, la RDC peut espérer voir ses finances publiques devenir un moteur de développement à long terme.

ANNEXES

ANNEXE I : Tableau n° 1. Résultats des statistiques descriptives

	TXCROIS	IDE_PIB	FBCF_PIB	CDSP_PI B	TX_EMP L	TX_SCOL	OUV	INFL	I_GOV	REG_ETAT
Mean	5.469565	4.132394	17.71462	4.186549	65.86783	64.17391	31.84653	90.23043	3.305062	4.650435
Median	6.300000	3.030975	17.16491	4.988962	64.15000	67.00000	31.47344	13.10000	2.854170	5.270000
Maximum	13.20000	12.71601	28.72191	7.450403	70.44000	78.00000	49.46493	1027.800	8.665000	5.920000
Minimum	-13.80000	-1.304135	6.662788	0.491388	61.96000	32.00000	12.52097	0.800000	2.708330	2.980000
Std. Dev.	5.611711	3.419512	6.659375	2.455126	3.340603	10.21430	10.03112	252.1184	1.258342	1.241332
Skewness	-1.844901	1.090794	0.050620	-0.296849	0.385265	-1.465340	-0.344978	3.085086	3.670650	-0.224597
Kurtosis	7.404082	3.537232	1.810531	1.652424	1.392082	5.428792	2.430224	10.94549	15.81698	1.239284
Jarque-Bera	31.63513	4.837616	1.365708	2.078088	3.046654	13.88426	0.767322	96.98509	209.0793	3.164317
Probability	0.000000	0.089028	0.505173	0.353793	0.217985	0.000966	0.681362	0.000000	0.000000	0.205531
Sum	125.8000	95.04507	407.4362	96.29063	1514.960	1476.000	732.4702	2075.300	76.01643	106.9600
Sum Sq. Dev.	692.8087	257.2473	975.6401	132.6082	245.5118	2295.304	2213.715	1398401.	34.83536	33.89990
Observations	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews 12

ANNEXE II : Tableau n° 2. Matrice des corrélations

Covariance Analysis : Ordinary										
Sample: 2000 2022										
Included observations : 23										
Corrélation										
t-Statistic										
Probability	TXCROI	IDE_PIB	FBCF_PIB	CDSP_PIB	TX_EMPL	TX_SCOL	OUV	INFL	I_GOV	REG_ETAT
TXCROIS	1.000000									

IDE_PIB	0.321686	1.000000								
	1.556903	-----								
	0.1344	-----								
FBCF_PIB	0.096760	0.184412	1.000000							
	0.445502	0.859830	-----							
	0.6605	0.3996	-----							
CDSP_PIB	0.087543	0.033073	0.714872	1.000000						
	0.402718	0.151644	4.684926	-----						
	0.6912	0.8809	0.0001	-----						
TX_EMPL	0.096902	0.135057	-0.798734	-0.939696	1.000000					
	-	-	-	-	-					
	0.446159	0.624632	-6.083345	-12.59094	-----					
	0.6600	0.5389	0.0000	0.0000	-----					
TX_SCOL	0.577876	0.091669	0.101745	0.299900	-0.375900	1.000000				
	3.244802	0.421854	0.468686	1.440626	-1.858921	-----				
	0.0039	0.6774	0.6441	0.1644	0.0771	-----				
OUV	0.468896	0.567033	0.705470	0.615158	-0.619850	0.141647	1.000000			
	2.432770	3.154652	4.561429	3.575593	-3.619778	0.655718	-----			
	0.0240	0.0048	0.0002	0.0018	0.0016	0.5191	-----			
INFL	0.841943	0.305511	-0.322004	-0.471867	0.439072	-0.726152	0.597587	1.000000		
	-	-	-	-	-	-	-	-		
	7.150689	1.470326	-1.558624	-2.452581	2.239499	-4.839971	3.415404	-----		
	0.0000	0.1563	0.1340	0.0230	0.0361	0.0001	0.0026	-----		
I_GOV	0.023050	0.141188	0.212316	0.312078	-0.350897	0.395367	0.014700	0.129534	1.000000	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	0.105657	0.653553	0.995656	1.505301	-1.717204	1.972511	0.067372	0.598641	-----	
	0.9169	0.5205	0.3308	0.1471	0.1007	0.0619	0.9469	0.5558	-----	
REG_ETAT	0.074862	0.046980	0.765564	0.820199	-0.916619	0.220754	0.419637	0.191670	0.385465	1.000000
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.344025	0.215528	5.453030	6.570123	-10.50742	1.037209	2.118581	0.894933	1.914359	-----
	0.7342	0.8314	0.0000	0.0000	0.0000	0.3114	0.0462	0.3810	0.0693	-----

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews 12

ANNEXE III : Tableau n°3. Résultats du test ADF sur les séries

Variabiles	Modèle	ADF	P-value de l'ADF	P-value du trend	P-value de la constante	Décision
TXCROIS en niveau	Avec tendance et constante	-4,248323	0,0172	0,1919		Stationnaire
IDE_PIB en niveau	Avec tendance et constante	-4,269164	0,0142	0,7489		Stationnaire
FBCF_PIB en niveau	Avec tendance et constante	-4,416809	0,0111	0,0018		Non stationnaire de type TS
CDSP_PIB en niveau	Avec tendance et constante	-2,599910	0,2835	0,0280		Non stationnaire de types DS et TS
CDSP_PIB en différences 1ères	Avec constante sans tendance	-4,662310	0,0068	0,6985		Stationnaire
TXEMPL en niveau	Avec tendance et constante	-1,111126	0,9027	0,5291		
	Avec constante sans tendance	-1,583481	0,4731		0,1460	
	Sans tendance ni constante	-1,084443	0,2426			Non stationnaire de type DS
TXEMPL en différences 1ères	Sans tendance ni constante	-1,792965	0,0699			Non stationnaire de type DS
TXEMPL en différences 2ndes	Sans tendance ni constante	-5,618342	0,0000			Stationnaire
TX_SCOL	Avec tendance et constante	-3,008274	0,1521	0,3316		
	Avec constante sans tendance	-3,855215	0,0083		0,0006	Stationnaire
OUV	Avec tendance et constante	-2,445428	0,3487	0,2010		
	Avec constante sans tendance	-2,018165	0,2774		0,0365	Non stationnaire de type DS
OUV en différences 1ères	Avec constante sans tendance	-5,246617	0,0005		0,1405	Stationnaire
INFL en niveau	Avec tendance et constante	-5,846483	0,0005	0,7223		Stationnaire
I_GOUV en niveau	Avec tendance et constante	3,838343	1,0000	0,0618		
	Avec constante sans tendance	4,279479	1,0000		0,0012	Non stationnaire de type DS
I_GOUV en différences 1ères	Sans tendance ni constante	2,163572	0,9891			Non stationnaire de type DS
I_GOUV en différences 2ndes	Sans tendance ni constante	-5,113923	0,0000			Stationnaire
REG_ETAT en niveau	Avec tendance et constante	-3,446326	0,0708	0,0022		Non stationnaire de types DS et TS
REG_ETAT en différences 1ères	Avec tendance et constante	-6,989656	0,0001	0,7488		Stationnaire

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews 12

ANNEXE IV : Tableau n°4. Résultat de l'estimation

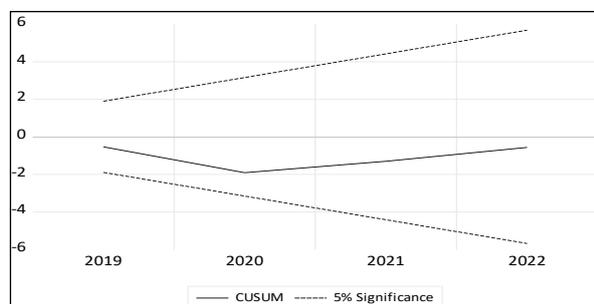
Dependent Variable : TXCROIS				
Method : Least Squares				
Sample (adjusted): 2001 2022				
Included observations : 22 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.721485**	1.357381	2.741666	0.0145
TXCROIS (-1)	0.466434**	0.126594	3.684482	0.0020
IDE_PIB	0.008529	0.218092	0.039107	0.9693
DOUV	0.161045	0.093203	1.727892	0.1033
DREG_ETAT	0.388116	1.428321	0.271729	0.7893
DT	-0.774682	1.509895	-0.513070	0.6149
R-squared	0.574452	Mean dependent var		6.345455
Adjusted R-squared	0.441469	S.D. dependent var		3.808603
S.E. of regression	2.846358	Akaike info criterion		5.156958
Sum squared resid	129.6280	Schwarz criterion		5.454515
Log likelihood	-50.72654	Hannan-Quinn criter.		5.227054
F-statistic	4.319720	Durbin-Watson stat		1.285498
Prob(F-statistic)	0.011166			

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews12

ANNEXE V : Tableau n°5. Résultats des tests de validation du modèle estimé

Test de	Statistique	Valeur	P-value	Décision
Normalité des résidus de Jarque-Bera	Chi-carré	0,384776	0,824927	Non Significative aux seuils de 5% et 10%
Absence d'autocorrélation de Breusch-Godfrey	F-Fisher	0,1459	0,0711	Non significative au seuil de 5%
ARCH d'absence d'hétéroscédasticité	F-Fisher	0,8354	0,8249	Non significative au seuil de 5% et 10%

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews12

ANNEXE VI : Graphique n°1. Résultat du test de stabilité des paramètres estimés

Source : l'auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Eviews12

ANNEXE VII : Tableau 6. Efficacité du processus de la réforme à mi-parcours

Objectifs	Atteints	Partiellement atteints	Non atteints
Doter le pays d'un système de gestion des finances publiques performant			■
Doter le pays d'un cadre budgétaire crédible, pluriannuel, participatif et aligné sur les politiques publiques.			■
Accroître les ressources internes par l'optimisation des recettes		■	
Améliorer la qualité de la dépense publique			■
Rendre le système de gestion comptable et de trésorerie conforme aux bonnes pratiques			■
Garantir le bon emploi des deniers publics et assurer la maîtrise des risques liés à la gestion des politiques publiques			■
Renforcer la transparence par l'accès public à l'information et le contrôle citoyen			■
Assurer l'interconnexion ou l'intégration des différents systèmes d'information sur les principaux domaines de gestion des finances publiques.		■	

ANNEXE VIII : Tableau 7. Analyse SWOT/ Processus de la réforme des finances publiques

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Actualisation du Plan Stratégique de la Réforme des Finances Publiques (PSRFP) ; L'instauration de la chaîne de la dépense ; La mise en place de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ; La digitalisation progressive de certaines procédures administratives. 	<ul style="list-style-type: none"> La transformation du Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF) en établissement public ; La faible qualité des ressources humaines dans les administrations ; La non appropriation du processus par l'Administration publique ; Le déficit de communication ; L'absence du contrôle citoyen ; Le non-respect du chronogramme d'activités ; L'inadéquation entre le cadre normatif de gestion des finances publiques et les innovations de la réforme.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> L'accompagnement du processus par les partenaires extérieurs ; Le pilotage politique du processus de la réforme ; L'instauration progressive de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans la gouvernance publique du pays ; La volonté affichée de basculer vers le budget-programme ; L'existence d'autres réformes en cours au pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Le financement du processus ; Le retard dans la mise en œuvre des textes légaux et réglementaires ; L'adoption d'un nouveau moratoire sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions pertinentes de la loi relative aux finances publiques (LOFIP), La faible implication de certaines parties prenantes.

ANNEXE IX : Tableau 8. Impact/ Changements perceptibles et mesurables par axe stratégique

Axes stratégiques	Mesures phares prévues	Observations sur l'état d'avancement
Axe I. La réforme budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> Migration vers le budget-programme Participation citoyenne et transparence Renforcement de la fonction budgétaire 	<ul style="list-style-type: none"> Un nouveau moratoire a été accordé Aucune mesure concrète jusque-là Des efforts palpables sont observés dans l'élaboration du TOFE
Axe II. La politique fiscale et les administrations fiscales	<ul style="list-style-type: none"> Rationalisation des dépenses fiscales Modernisation de la fiscalité des personnes physiques 	<ul style="list-style-type: none"> Travail toujours en cours Mesure non effective Travail en cours

	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction et harmonisation des actes générateurs des recettes non fiscales et de la parafiscalité • Renforcement des capacités des administrations fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> • Tâche déjà exécutée
Axe III. La gestion de la dépense publique	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la chaîne de la dépense • Déconcentration de l'ordonnancement • Gestion de la dette publique • Mise en place des institutions de régulation budgétaire • Réforme du système de passation des marchés publics 	<ul style="list-style-type: none"> • Tâche déjà exécutée • Phase expérimentale • Travail en cours • Travail en cours • Tâche déjà exécutée
Axe IV. La comptabilité publique et la gestion de la trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la DGTCP • Mise en place du réseau national des comptables publics • Mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT) • Développement du marché des titres publics • Renforcement de l'exercice de la profession d'expert-comptable 	<ul style="list-style-type: none"> • Tâche déjà exécutée • Travail en cours • En cours d'exécution • Décret disponible • Tâche déjà exécutée • Travail en cours
Axe V. Le contrôle des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du contrôle interne • Renforcement du contrôle parlementaire • Développement du contrôle de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> • Tâche déjà exécutée • Tâche déjà exécutée • En cours
Axe VI. La gestion des finances provinciales et locales	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de la fonction publique provinciale et locale • Renforcement des capacités des organes locaux en matière de gestion financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Non effective • Non effective
Axe VII. La gouvernance participative des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la transparence et de l'accès du public aux informations budgétaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Non effective
Axe VIII. Numérisation du système de gestion des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation du cadre juridique aux exigences de la numérisation des finances publiques • Adoption d'un plan d'orientation de numérisation du système de gestion des finances publiques (POG) • Mise en place d'un système intégré de gestion des finances publiques • Mise en place de la chaîne numérisée des recettes • Mise en place d'un système de passation des marchés publics par voie électronique « e-GP » 	<ul style="list-style-type: none"> • Non effective • Non effective • En cours • Non effective • En cours

Annexe X : Thèmes du guide d'entretien

1. La pertinence de la réforme des finances publiques.
2. La cohérence dans la mise en œuvre de la réforme des finances publiques.
3. Les facteurs favorables à l'implémentation de la réforme des finances publiques.
4. L'efficacité du processus de réforme.
5. L'impact de la réforme des finances publiques.

10. REFERENCE/BIBLIOGRAPHIE

1. Enikö Misi Lopes et al: *The effect of governance quality on future economic growth: an analysis and comparison of emerging market and developed economies*; <https://link.springer.com/article>.
2. Eric Dor, *Econométrie, synthèse de cours et exercices corrigés*, éd. Pearson Education France, Paris, 2009.
3. Gouvernement de la RDC : *PSRFP, Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques, version actualisée de 2021*.
4. Mamoon Dawood: *Effect of Welfare and Economic Performance on Good Governance Outcomes in Pakistan*, <https://mpa.ub.uni-muenchen>
5. Samarasinghe, Tharanga: *Impact of Governance on Economic Growth*; Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/89834/> MPRA Paper No. 89834, posted 07 Nov 2018 02:25 UTC.